

---

Le 19-10-2017

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Lundi 23 octobre, les membres de l'Union européenne se réuniront pour aborder la situation du Venezuela, de la Corée du Nord et l'accord nucléaire avec l'Iran et pour se mettre d'accord sur des sanctions contre le Venezuela.

Federica Mogherini, la haute représentante de l'Union européenne, donnera des directives aux chefs de la diplomatie de 28 pays qui ont refusé, à plusieurs reprises, de reconnaître l'Assemblée Nationale Constituante (ANC - Venezuela) convoquée par le Président Nicolás Maduro.

De plus, elle s'exprimera sur les élections régionales, que l'UE considère comme « illégales ».

En même temps, les diplomates européens sont d'accord pour prendre « *des sanctions sélectives* » contre des fonctionnaires du gouvernement Vénézuélien qu'ils considèrent comme « *responsables de la répression de la population civile.* »

L'Espagne, la France, l'Allemagne et les Pays-bas appellent à des sanctions contre le gouvernement vénézuélien et déclarent : « *L'Union Européenne doit se doter de tous les outils et de tous les moyens nécessaires pour qu'il y ait une négociation entre le gouvernement et l'opposition au Venezuela* ».

L'Union Européenne étudie les profils des fonctionnaires du gouvernement Vénézuélien « *qui ont un rôle direct dans la répression civile* » qui seront sur la liste des sanctionnés.

Une nouvelle preuve de la soumission de l'UE aux Etats-Unis qui ont déjà décidé des sanctions à l'encontre de membres du gouvernement légitime du Venezuela.

Le Pardem dénonce l'atteinte à la souveraineté du Venezuela de la part des gouvernements européens qui pactisent sans vergogne avec le Qatar et l'Arabie saoudite, suppôts du capitalisme libéral et oppresseurs de leurs peuples. Comme le souligne le dicton populaire : « qui se ressemble, s'assemble ».

---

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire

